



## Coordination des Groupes Anarchistes

Relations Extérieures - [relationsexterieur@c-g-a.org](mailto:relationsexterieur@c-g-a.org)

<http://www.c-g-a.org>

### **Refusons la spirale de la guerre !**

Face à l'horreur d'un nouveau massacre à Nice le 14 juillet dernier, la Coordination des Groupes Anarchistes exprime sa solidarité envers les victimes et leurs proches. Embourbés dans leurs postures électoralistes, réactionnaires voire racistes, le gouvernement et la classe politique choisissent eux de verser toujours plus dans la surenchère sécuritaire et guerrière.

Main dans la main, droite et PS au parlement ont décidé une fois de plus de prolonger l'état d'urgence, pour 6 mois cette fois, soit jusqu'en janvier 2017, en renforçant encore les mesures liberticides qu'il permet (retour des assignations à résidence, saisie des données informatiques, autorisation des fouilles de véhicules). Entré en vigueur dès le 14 novembre 2015, l'état d'exception, couplé à une militarisation de nos rues, est donc en passe de devenir permanent. D'autant que la loi Urvoas adoptée en mai a intégré une partie de ses dispositions dans la loi ordinaire, et qu'avec les élections présidentielles à venir, il paraît plus que probable que l'état d'urgence sera à nouveau prolongé. Et ce malgré la destruction des libertés publiques qu'il permet, avec de nombreux exemples au cours de ces derniers mois d'utilisation de son arsenal au-delà de la « lutte anti-terroriste », que ce soit envers des militant-e-s ou contre les populations racisées des quartiers populaires. Malgré, aussi, son caractère inopérant pour empêcher des attaques. La multiplication de perquisitions et d'assignations à résidence n'a abouti à quasi aucune mise en cause pour terrorisme (près de 3 500 perquisitions pour seulement 5 procédures ouvertes), et l'état d'urgence était en vigueur le 14 juillet... Quant à la surenchère anti immigré-e-s, anti musulman-e-s, vomie par ceux qui s'auto proclament « responsables politiques », elle ne peut conduire qu'à un renforcement des discours et des actes les plus violents de l'extrême droite.

En parallèle, le gouvernement annonce vouloir intensifier encore sa guerre au Moyen-Orient dans une spirale impérialiste sans issue, alors que la multiplication des interventions occidentales depuis plus d'un siècle dans la région est la première cause du chaos actuel. L'État français tue des civils là-bas. En retour, d'autres sont tués ici. En revanche, alors que seules les forces des YPG/YPJ kurdes ouvrent une alternative progressiste au chaos régional, l'État et l'Union européenne choisissent de s'allier à un régime turc en pleine dérive autoritaire, dérive encore accentuée par les purges qui suivent la tentative de coup d'État du 15 juillet. Et ce alors que le régime turc fait preuve, a minima, de complaisance avec Daesh, et mène une guerre totale aux populations kurdes de son territoire.

C'est donc toujours la même logique mortifère qui est poussée jusqu'à l'absurde, celle de la double guerre, à l'intérieur et à l'extérieur.

S'il n'y a pas de réponse évidente face à la multiplication des tueries de masse en France, il est au contraire certain que militarisation de la société, restriction des libertés publiques et guerres impérialistes font partie du problème.

Ici comme là-bas, seule la reprise par les populations, à la base, de leurs choix d'organisation, peut nous offrir la perspective de sortir par le haut d'un chaos meurtrier dont les États sont comptables.

*Le 23 juillet 2016,  
les Relations Extérieures de la CGA*